

Flash Economie

29 octobre 2020 – 1236

L'Europe veut développer sa souveraineté économique : est-ce crédible ?

L'Europe, après la crise de la Covid, veut développer sa souveraineté économique dans les domaines stratégiques : santé et médicament, matériel de télécommunication, services Internet, matériels pour les énergies renouvelables et stockage de l'électricité, intelligence artificielle et objets connectés, robots, analyse des données...

Cela est-il possible à réaliser ? Certaines évolutions sont favorables :

- l'Europe veut se protéger contre la concurrence anormale de certaines entreprises chinoises, qui sont protégées sur leur marché intérieur, qui sont subventionnées, qui ont accès à des financements anormalement peu chers ;
- l'Europe veut installer un mécanisme compensatoire à ses frontières lié aux émissions de CO₂ des pays qui exportent vers l'Europe ;
- l'Europe dispose d'un excédent d'épargne massif qui peut être emprunté pour financer des investissements publics (Plan de Relance des Etats et de l'UE) ou privés.

Mais, en sens inverse, les entreprises européennes cherchent à redresser leur profitabilité, donc à se développer dans des pays à coûts de production faibles. Certes, il peut s'agir des pays d'Europe Centrale, mais il peut aussi s'agir de pays émergents non européens.

Aussi, toujours en sens inverse, le rendement de l'épargne investie en dette sans risque en Europe est extrêmement faible, ce qui peut pousser les investisseurs-épargnants à prêter au Reste du Monde pour obtenir des rendements plus élevés.

Enfin, il ne faut pas oublier la présence de rendements d'échelle croissants, qui donne un avantage aux grandes entreprises existantes.

Patrick Artus

Tel. + 33 1 58 55 15 00
patrick.artus@natixis.com

 @PatrickArtus

Alicia Garcia Herrero

Tel. +852 3900 86 80
alicia.garciaherrero@natixis.com

Une volonté en Europe de développer sa souveraineté stratégique

On voit clairement apparaître en Europe **la volonté de souveraineté économique** (de ne pas dépendre des importations depuis d'autres pays) **pour des productions stratégiques** : santé et médicament, matériel de télécommunication, services Internet, matériel pour les énergies renouvelables et le stockage de l'électricité (batteries électriques, hydrogène), intelligence artificielle et objets connectés, robots, analyse des données...

On connaît le **faible poids de l'Europe dans beaucoup de ces domaines**. Le **graphique 1** montre l'évolution des importations de **pharmacie** de l'Europe, le **tableau 1** les plus grands producteurs de **batteries électriques**, le **tableau 2** les plus grands producteurs de **robots**. On sait qu'il n'y a pas de grande entreprise de l'Internet en Europe.

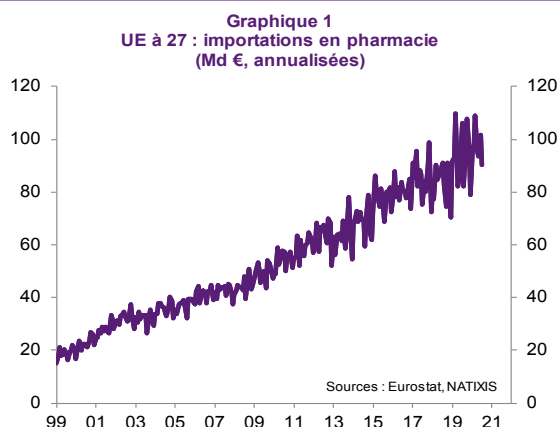


Tableau 1 : les plus grands producteurs de batteries électriques (2018)

Rang	Pays	Capacité de production
1	Chine	217,2 GWh
2	Etats-Unis	49,6 GWh
3	Corée	23,1 GWh
4	Japon	14 GWh
5	Pologne	5 GWh
6	Hongrie	1,7 GWh
7	Royaume-Uni	1,4 GWh
8	France	1,1 GWh
9	République Tchèque	1 GWh
10	Russie	1 GWh
11	Allemagne	726 MWh
12	Finlande	100 Mwh

Sources : Bloomberg New Energy Finance, NATIXIS

Tableau 2 : les plus grands producteurs de robots (2019)

Nom	Pays	Nombre de robots installés	Parts de marché
ABB Group	Suisse	400000 robots industriels	13.50%
Yaskawa Electric Corporation	Japon	400000 robots industriels 26 millions de servos 15 millions de variateurs	12.00%
Midea Group (KUKA)*	Chine / Allemagne	100000 robots industriels	13.50%
FANUC Corporation	Japon	4,2 millions de contrôleurs numériques 600000 robots industriels	17.50%
Kawasaki Robotics	Japon	210000 robots industriels	nc
Epson Robots	Japon	30000 robots industriels	nc

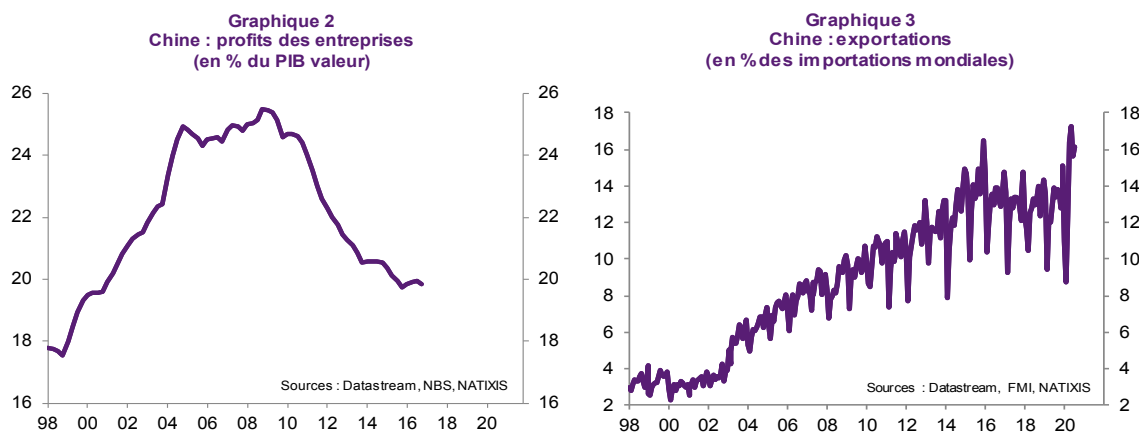
(* Midea (Chine) détient 74,55% des droits de vote de KUKA (Allemagne)

Sources: Statista, NATIXIS

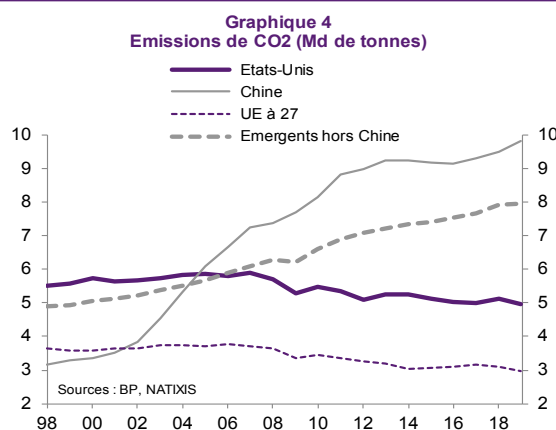
Quelles politiques pour développer cette souveraineté de l'Europe ?

L'Europe semble déterminée aujourd'hui :

- à se protéger contre la concurrence anormale d'entreprises chinoises, protégées sur leur marché intérieur, subventionnées, ayant accès à des financements anormalement bon marché. Les entreprises chinoises peuvent en effet profiter de la protection du marché intérieur chinois pour avoir une profitabilité élevée (**graphique 2**) et s'en servir pour baisser les prix et gagner des parts de marché à l'exportation (**graphique 3**) ;

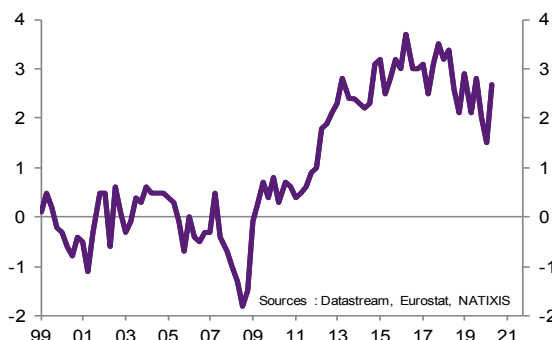


- à mettre en place un mécanisme égalisateur aux frontières pour taxer les produits venant des pays qui font un plus faible effort pour l'Europe de réduction des émissions de CO₂ (**graphique 4**).

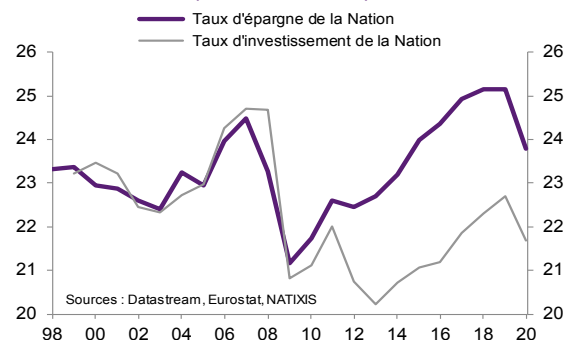


Par ailleurs, un facteur favorable est que l'Europe dispose d'un excédent d'épargne (**graphique 5**) qui, au lieu d'être prêté au Reste du Monde, pourrait être utilisé pour investir davantage en Europe (**graphique 6**).

Graphique 5
UE à 27 : balance courante (en % du PIB valeur)



Graphique 6
UE à 27 : taux d'épargne de la Nation et taux d'investissement de la Nation (en % du PIB valeur)

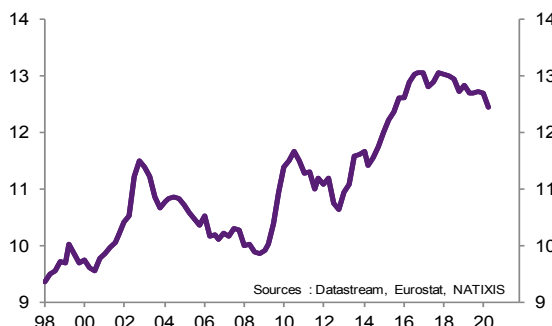


Le Plan de Relance européen de 750 milliards d'euros inclut de nombreux investissements qui participent à cette recherche de souveraineté de l'Europe : transition énergétique, réseaux de télécom, cloud, éducation et formation, santé...

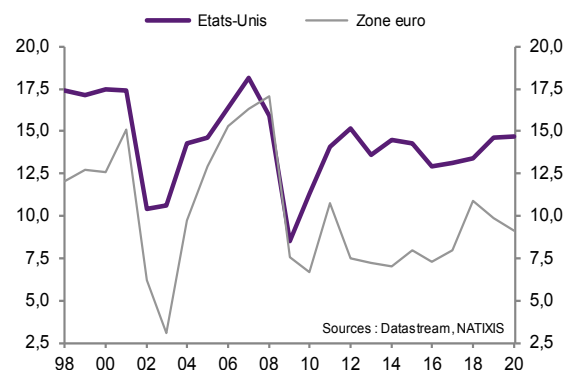
Mais il ne faut pas sous-estimer les difficultés

- 1- Particulièrement après la crise de la Covid, **les entreprises européennes ont besoin de redresser leur rentabilité (graphiques 7 et 8)**, ce qui les conduit naturellement à **délocaliser vers des pays à coûts salariaux faibles, pas à relocaliser dans les pays européens à salaires élevés.**

Graphique 7
Zone euro : profits après taxes, intérêts et dividendes (en % du PIB valeur)

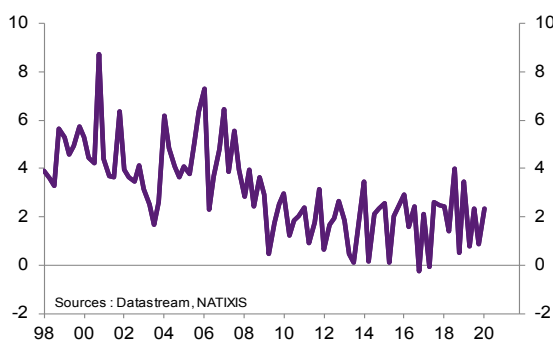


Graphique 8
ROE (en %)

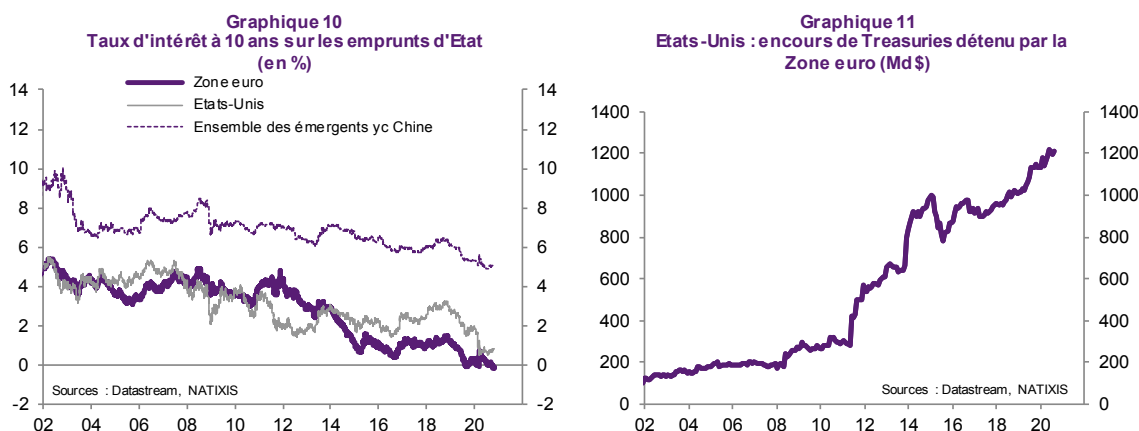


Il peut cependant s'agir des pays d'Europe Centrale (**graphique 9**), mais aussi de beaucoup d'autres pays émergents.

Graphique 9
PECO : investissement direct net (en % du PIB valeur)



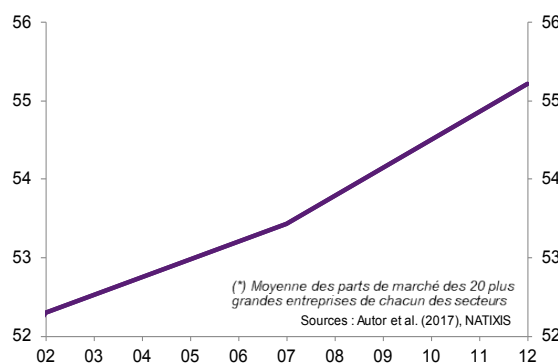
2- Le rendement de l'épargne investie en dettes sans risque en Europe est extrêmement faible (graphique 10), ce qui pousse les Européens à investir leur excès d'épargne aux Etats-Unis ou dans les pays émergents. On voit d'ailleurs la forte accumulation de dette du Trésor des Etats-Unis en Europe (graphique 11).



3- Il y a de plus en plus des rendements d'échelle croissants, avec des coûts fixes importants (coûts de Recherche & Développement, de systèmes informatiques, de déontologies...).

S'il y a rendements d'échelle croissants, les grandes entreprises sont plus efficaces que les petites (ce qui peut expliquer la concentration des entreprises aux Etats-Unis, **graphique 12**) et il est donc difficile de rentrer dans un marché où sont déjà présentes de grandes entreprises.

Graphique 12
Etats-Unis : indice de concentration des entreprises*



Synthèse : il y a clairement une volonté de souveraineté économique en Europe, mais il y a aussi clairement des obstacles

L'Europe veut retrouver sa souveraineté économique pour les productions stratégiques, et s'organiser pour cela (avec une dose de protectionnisme, des investissements publics et privés dans les industries concernées qui mobilisent l'excès d'épargne de l'Europe).

Les obstacles sont cependant importants :

- les coûts de production élevés en Europe ;
- la faiblesse du rendement des dettes sans risque en Europe ;
- la généralisation des rendements d'échelle croissants.